HAL
open science

Démographie de la France : la double alerte

Gérard-François Dumont

To cite this version:

Gérard-François Dumont. Démographie de la France : la double alerte. Population et avenir, 2016, 727, pp.17-19. 10.3917/popav.727.0017 . halshs-01294030

HAL Id: halshs-01294030

https://shs.hal.science/halshs-01294030v1

Submitted on 19 Apr 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Démographie de la France : la double alerte

Dans l'histoire démographique de la France, l'année 2015 restera-t-elle un double incident de parcours ou un vrai tournant ? Au plan quantitatif, les changements sont incontestables : nette diminution des naissances, décrochage à la baisse de la fécondité, forte hausse des décès. Une analyse approfondie suppose aussi de choisir la bonne échelle géographique.

par Gérard-François **Dumont**

Université Paris-Sorbonne
Laboratoire ENEC

Retenir une bonne échelle d'analyse

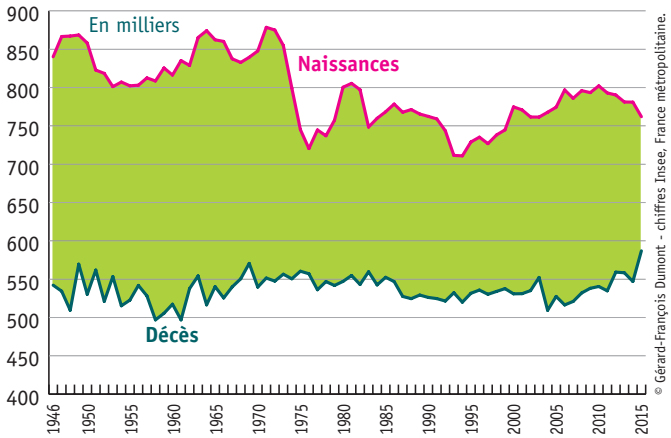
La compréhension des évolutions démographiques de la France en 2015 requiert, contrairement à la quasi-totalité des résultats diffusés, de s'en tenir à la France métropolitaine au lieu de considérer l'ensemble constitué par la France métropolitaine plus les 5 départements d'outre-mer (Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion et Mayotte)[1]. Certes, une telle addition reste pertinente pour connaître le nombre d'habitants de la France – même si elle est insuffisante puisque la population de la France doit inclure aussi les habitants des pays et territoires d'outre-mer[2]. Mais chaque département d'outre-mer connaît un régime démographique et un système migratoire qui lui sont propres. Que de différences, par exemple, entre la fécondité élevée de la Guyane et celle, nettement moindre, de la Guadeloupe ! Quelle évolution inverse entre le solde migratoire très élevé de Mayotte et le solde migratoire négatif de la Martinique[3] ! Il importe donc de considérer comme échelle d'analyse pertinente la seule France métropolitaine, dont tous les territoires, même s'ils présentent une certaine diversité, relèvent d'un même moule historico-géographique.

Politique familiale et niveau de fécondité

La baisse du nombre de naissances en France métropolitaine en 2015 est nette : moins 19 000 naissances, soit un recul de 2,5 % par rapport à l'année précédente sachant que la fécondité est passée de 1,98 enfant par femme en 2014 à 1,93 en 2015. Comment expliquer une telle baisse ? La mauvaise santé économique de la France ne paraît pas déterminante puisque la crise a commencé en 2008 sans effet baissier significatif sur la fécondité. Mais cette mauvaise santé engendre bien des effets démographiques dans un pays nettement moins attractif pour les immigrants que l'Allemagne, l'Autriche ou le Royaume-Uni, d'où, par exemple, les problèmes constatés à Calais du fait de la localisation géographique de la ville dans les réseaux à destination d'outre-Manche.

Or, les variations de fécondité de la France métropolitaine sont, ces dernières décennies, essentiellement[4] liées à des changements dans la politique familiale et dans la confiance en cette dernière. Pour ne prendre qu'un exemple, la baisse de 1981-1982 s'explique par la remise en cause de certains aspects de cette politique, et la hausse de 1985 par l'aménagement de nouvelles prestations permettant de concilier plus facilement vie professionnelle et vie familiale. Il n'y a d'ailleurs rien d'étonnant à ce que les décisions de politique familiale aient des effets : si les décisions de politique économique ont des conséquences, celles de la politique familiale ne peuvent être neutres.

1. Les naissances et les décès en France



Depuis 1946, la France enregistre constamment un excédent des naissances sur les décès ; ce dernier diminue avec la baisse de fécondité depuis les années 1970, tandis que les décès semblent appelés à augmenter, ne serait-ce qu'en raison du vieillissement de la population.

Or, la politique familiale a connu en France d'importants changements ces dernières années, comme la diminution du complément de mode de garde (CMG), versé pour aider les parents employant une nourrice à domicile ou une assistante maternelle, la majoration des allocations familiales reportée de deux ans ou le plafonnement fortement abaissé du quotient familial. Il faut y ajouter la mise sous condition de ressources des allocations familiales, qui engendre des effets de seuil, injustes par nature, et qui balaie trois quarts de siècle d'une politique familiale que tous les gouvernements – de droite comme de gauche – avaient pérennisée[5]. En outre, nombre de Français ont compris que les importantes baisses de dotations[6] de l'État aux

1. D'où les tableaux inédits A et B, p. 19.

2. Polynésie française, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon, Wallis et Futuna, Nouvelle-Calédonie (ainsi que les Terres australes et antarctiques françaises et Clipperton dans le Pacifique).

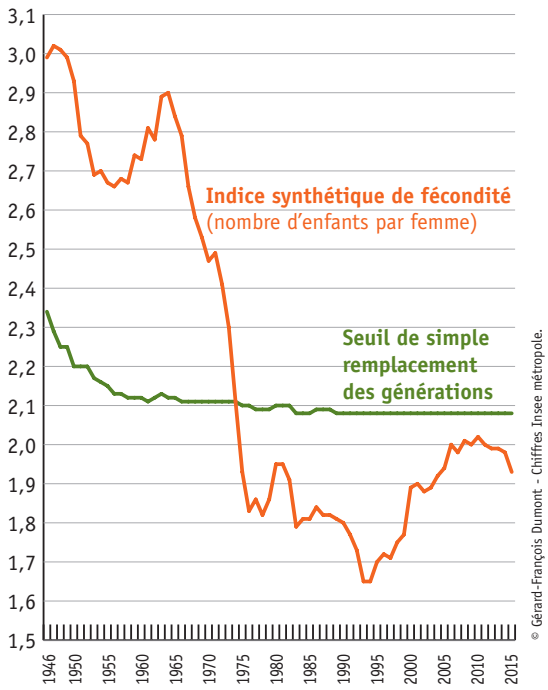
3. Sur ces données différenciées, cf. Dumont, Gérard-François, « La démographie de la France, une réalité plurielle », *Population & Avenir*, n° 712, mars-avril 2013. [www.population-demographie.org/revue04.htm]

4. D'autres facteurs peuvent s'exercer, comme cela s'est constaté en 2000.

5. Sachant que la même décision prise en 1998 avait été remisée au bout de neuf mois, notamment face au mécontentement exprimé au sein de la gauche plurielle, dont celle du parti communiste.

6. Notamment avec la réduction de dotation globale de fonctionnement (DGF) de 3,5 milliards d'euros dans le budget 2016, sur un montant de plus de 36 milliards d'euros. La dotation de 2017 devrait être inférieure de 11 milliards d'euros à celle de 2014 et en retrait de 12,5 milliards par rapport à 2013.

2. La fécondité de la France métropolitaine et le niveau de remplacement



collectivités territoriales vont entraîner la suppression ou la réduction des projets de nouvelles crèches ou de relais d'assistantes maternelles.

Cela laisse penser que, face à la moindre compensation des charges familiales et à davantage de difficultés pour concilier vie professionnelle et vie familiale, la population française a arbitré défavorablement en ce qui concerne l'accueil de l'enfant. Est-ce le début d'une perte durable de confiance dans une politique familiale beaucoup moins solidaire ? L'avenir le dira.

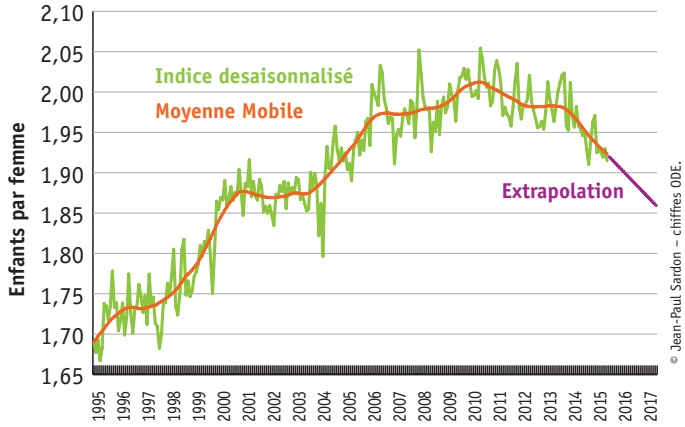
Une baisse historique de l'espérance de vie ?

La seconde alerte de l'année 2015 tient à la forte hausse des décès : plus 40 000 en France métropolitaine, soit une hausse supérieure à 7 %. *A priori*, les causes sont bien renseignées : grippe sévère, vaccin antigrippe peu efficace, canicule modeste mais réelle. Notons toutefois que l'année 2015 enregistre la seule baisse de l'espérance de vie depuis la forte canicule de 2003, qui avait causé 15 000 décès supplémentaires[7]. Et d'autres années ont enregistré des surcroîts de décès dus à des hivers plus mortifères sans engendrer de baisse de l'espérance de vie.

Le mauvais résultat de la mortalité en 2015[8] est l'occasion de rappeler que le haut niveau d'espérance de vie atteint au début des années 2010, suite à une progression assez régulière au fil des décennies, et d'ailleurs généralement imprévue, n'est pas un acquis. L'évolution de l'espérance de vie dépend de facteurs plutôt externes aux individus, comme l'efficacité du système sanitaire ou les innovations médicales et pharmaceutiques, mais aussi de leurs comportements. Elle dépend donc à la fois de la façon de vivre des personnes et, par exemple, des contrôles sur l'utilisation des pesticides.

Derrière la forte hausse de décès en 2015, due il est vrai en partie au vieillissement de la population, ne pourrions-nous pas aussi déceler les possibles effets de la consommation de produits alimentaires dont la composition finit, au fil des années, par affecter la santé des consommateurs, certains comportements alimentaires se traduisant par la hausse des taux d'obésité, des moyens insuffisants pour se soigner caractérisant une partie de plus en plus importante de notre population, ou encore une offre médicale lacunaire dans certains territoires ? Si la réponse à cette question était positive, la baisse de l'espérance de vie en 2015 serait ce qu'on appelle en prospective un « signal faible », c'est-à-dire annonciateur d'une évolution de l'espérance de vie moins favorable dans le futur que dans les décennies précédentes.

3. Évolution depuis 1995 de l'indice mensuel de fécondité en France métropolitaine



L'éclairage de l'évolution des naissances par celle de la baisse mensuelle de la fécondité

La baisse de 16 000 naissances enregistrée au cours des 9 premiers mois de 2015, par rapport à la même période de 2014, amplifiée par une nouvelle baisse en octobre, et maintenant confirmée pour l'année entière, montrait que la diminution du nombre de femmes en âge de procréer ne peut à elle seule l'expliquer. Et ce d'autant plus que le nombre de femmes en âge d'avoir des enfants recule depuis 1993, ce qui n'avait pas empêché le nombre de naissances d'augmenter entre 2004 et 2010.

L'indicateur de fécondité de la France métropolitaine s'élève à 1,931 enfant par femme en 2015 contre 1,977 en 2014.

C'est en 2010 que l'indicateur de fécondité a atteint un maximum de 2,015, soit sa valeur la plus élevée depuis 1975. Depuis, il baissait légèrement, mais cette baisse s'est nettement amplifiée en 2015, avec un recul plus élevé au cours de la seule année 2015 que celui enregistré les cinq années précédentes, entre 2010 et 2014.

J.-P. S.

7. Dumont, Gérard-François, Montenay, Yves, « Le dernier bilan de la canicule : un pic historique et une géographie précise », *Population & Avenir*, n° 668, mai-juin 2004. [www.population-demographie.org/revue04c.htm]

8. Sur une plus longue période, cf. Dumont, Gérard-François, « La longévité en France : un bilan dual », *Population & Avenir*, n° 722, mars-avril 2015. [www.population-demographie.org/revue04.htm]

Le mouvement de la population de la France en quelques chiffres

A. France métropolitaine

Année	Population moyenne	Chiffres en milliers				Taux pour 1 000 habitants		
		Naissances vivantes	Décès	Solde naturel	Solde migratoire évalué	Natalité	Mortalité	Accroissement naturel
1980	53 880	800,4	547,1	+253,3	+44	14,9	10,2	+4,7
1985	55 284	768,4	552,5	+215,9	+38	13,9	10,0	+3,9
1990	56 708	762,4	526,2	+236,2	+80	13,4	9,3	+4,1
1995	57 844	729,6	531,6	+198,0	+40	12,6	9,2	+3,4
1999	58 677	744,8	537,7	+207,1	+60	12,7	9,2	+3,5
2000	59 062	774,8	530,9	+243,9	+70	13,1	9,0	+4,1
2001	59 476	770,9	531,1	+239,8	+85	13,0	8,9	+4,1
2002	59 894	761,6	535,1	+226,5	+95	12,7	8,9	+3,8
2003	60 304	761,5	552,3	+209,2	+100	12,6	9,2	+3,4
2004	60 734	767,8	509,4	+258,4	+105	12,7	8,4	+4,3
2005	61 181	774,4	527,5	+246,9	+95	12,7	8,6	+4,1
2006	61 597	796,9	516,4	+280,5	+115	12,9	8,4	+4,5
2007	61 965	786,0	521,0	+265,0	+75	12,7	8,4	+4,3
2008	62 304	796,0	532,1	+263,9	+67	12,8	8,5	+4,3
2009	62 619	793,4	538,1	+255,3	+44	12,7	8,6	+4,1
2010	62 917	802,2	540,5	+261,7	+43	12,8	8,6	+4,2
2011	63 223	793,0	534,8	+258,2	+47	12,5	8,5	+4,0
2012	63 537	790,3	559,2	+231,1	+91	12,4	8,8	+3,6
2013 (p)	63 840	781,2	558,4	+222,8	+61	12,2	8,8	+3,4
2014 (p)	64 129	781,0	547,0	+234,0	+61	12,2	8,5	+3,7
2015 (p)	64 395	762,0	587,0	+175,0	+61	11,8	9,1	+2,7

B. France métropolitaine + Dom (Guadeloupe*, Guyane, Martinique, La Réunion)

Année	Population moyenne	Chiffres en milliers				Taux pour 1 000 habitants		
		Naissances vivantes	Décès	Solde naturel	Solde migratoire évalué	Natalité	Mortalité	Accroissement naturel
1999	60 316	775,8	547,3	+228,5	+61	12,9	9,1	+3,8
2000	60 725	807,4	540,6	+266,8	+71	13,3	8,9	+4,4
2001	61 163	803,2	541,0	+262,2	+87	13,1	8,8	+4,3
2002	61 605	792,7	545,2	+247,5	+97	12,9	8,9	+4,0
2003	62 038	793,0	562,5	+230,5	+102	12,8	9,1	+3,7
2004	62 491	799,4	519,5	+279,9	+105	12,8	8,3	+4,5
2005	62 959	806,8	538,1	+268,7	+92	12,9	8,5	+4,4
2006	63 394	829,3	526,9	+302,4	+112	13,1	8,3	+4,8
2007	63 782	818,7	531,2	+287,5	+74	12,8	8,3	+4,5
2008	64 134	828,4	542,6	+285,8	+57	12,9	8,5	+4,4
2009	64 459	824,6	548,5	+276,1	+32	12,8	8,5	+4,3
2010	64 773	832,8	551,2	+281,6	+39	12,9	8,5	+4,4
2011	65 087	823,4	545,1	+278,3	+30	12,6	8,4	+4,2
2012	65 403	821,0	569,9	+251,1	+72	12,6	8,7	+3,9
2013	65 710	811,5	569,2	+242,3	+47	12,3	8,7	+3,6
2014 (p)	66 117	811,4	558,7	+252,7	+47	12,3	8,5	+3,8
À partir de 2014, y compris Mayotte.								
2014 (p)	66 227	818,6	559,3	+259,3	+47	12,4	8,4	+4,0
2015 (p)	66 504	800,0	600,0	+200,0	+47	12,0	9,0	+3,0

(p) : provisoire

* Ne comprenant plus Saint-Barthélemy et Saint-Martin, devenues des collectivités d'Outre-mer depuis février 2007.

CLIN D'ŒIL

SOLUTION DE LA PAGE 2

Tristan da Cunha est à la fois le nom d'un archipel et de l'île principale de cet archipel qui compte 96 km² de superficie. L'île commence à apparaître sur les cartes à partir de 1509 et sert de point de repère et de point de ravitaillement en eau douce sur la route des Indes.
Quant au peuplement, on peut dire qu'elle ne sera vraiment colonisée qu'à partir de 1810... par un excentrique natif du Massachusetts, un certain Jonathan Lambert, qui prend possession des terres en son nom propre et les rebaptise *Refreshment Islands*. Et, enfin, c'est à cause de... Napoléon que les Britanniques, en 1816, finissent par l'annexer pour empêcher toute tentative d'évasion de l'empereur détenu sur Sainte-Hélène.
C'est le lieu habité (267 personnes) le plus isolé du monde, puisque l'île volcanique de Tristan da Cunha est située dans l'Atlantique Sud, à 2 807 km de l'Afrique du Sud et à 3 360 km de l'Amérique du Sud. Elle est rattachée administrativement à l'archipel britannique de Sainte-Hélène, qui est tout de même à 2 418 km de distance !
Un bateau ravitaille l'île tous les mois et demi... En 1961, il avait fallu évacuer toute la population vers le Royaume-Uni à cause de l'éruption du volcan Queen Mary. En 1963, lorsqu'il fut constaté que le volcan n'avait pas tout détruit, les Tristanais ont tenu à regagner leur île, préférant tous, sauf cinq, « vivre et travailler au pays », cinq autres ayant décédé lors de leur séjour en Angleterre. Mais la population s'était accrue de huit nouveau-nés entre temps...

55